

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

14/11/2019

Recenser les investissements et les financements en faveur du climat

Cnis – commission Système financier et financement de l'économie
le 14/11/2019

Hadrien Hainaut, I4CE

Etude réalisée par

Hadrien Hainaut, Maxime Ledez, Ian Cochran



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

L'Institut de l'économie pour le climat

I4CE EN CHIFFRES

25 
Collaborateurs

40+ 
Événements par an

30+ 
Publications par an

5000+ 
Followers sur Twitter

+6000 
Abonnés
à la newsletter

NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

Recenser les moyens financiers publics et privés

Loi pour la transition énergétique et la croissance verte (LTECV), art 174

Le Gouvernement présente au Parlement :

(...) un rapport sur le financement de la transition énergétique, **quantifiant et analysant les moyens financiers publics et évaluant les moyens financiers privés** mis en œuvre (...) ainsi que leur **adéquation avec les volumes financiers nécessaires pour atteindre les objectifs et le rythme de transition** fixés par la loi.

Loi de finances initiale pour 2019, art. 206

Le Gouvernement présente au Parlement :

- 1° Un état de l'ensemble des financements publics en faveur de l'écologie (...);
- 2° Un **état évaluatif des moyens financiers publics et privés** mis en œuvre pour financer la transition écologique et énergétique ainsi que leur **adéquation avec les volumes financiers nécessaires** au respect des engagements européens, de l'accord de Paris et de l'agenda 2030 du développement durable ;
- 3° Un état détaillant la stratégie en matière de fiscalité écologique et énergétique (...)

Périmètre : 5 domaines de la transition énergétique

Pour identifier les investissements, l'étude s'appuie sur la SNBC, la PPE, le label TEEC et les nomenclatures de Climate Bond Initiative et du groupe d'experts européen (TEG)

EFFICACITE ENERGETIQUE

Construction neuve, rénovation des bâtiments
Industrie, véhicules électriques, hybrides et GNV

ENERGIES RENOUVELABLES

Parc éoliens, centrales PV au sol, biométhane
Chaudières biomasse, pompes à chaleur

INFRASTRUCTURES DURABLES

Développement et entretien du réseau ferroviaire
Transports en commun urbains, pistes cyclables

NUCLEAIRE

Construction de l'EPR, « Grand Carénage »

NON-ENERGETIQUE

Amont forestier, procédés industriels
(non couvert : agroécologie)

Une étude en 4 volets pour éclairer le débat public

2 volets historiques 2011-2018

Etat des lieux des financements

Les investissements climat des ménages, des entreprises et des administrations publiques atteignent 45,7 milliards d'euros en 2018. Leur progression est constante depuis 2014 (...)

Investissements fossiles

Les investissements fossiles sont propulsés par le marché des véhicules particuliers (...)

2 volets prospectifs 2015-2028

Scénario de financement

Si le modèle de financement ne change pas, la contribution annuelle des pouvoirs publics devra augmenter de 7 à 9 milliards d'euros d'ici 2023 (...)

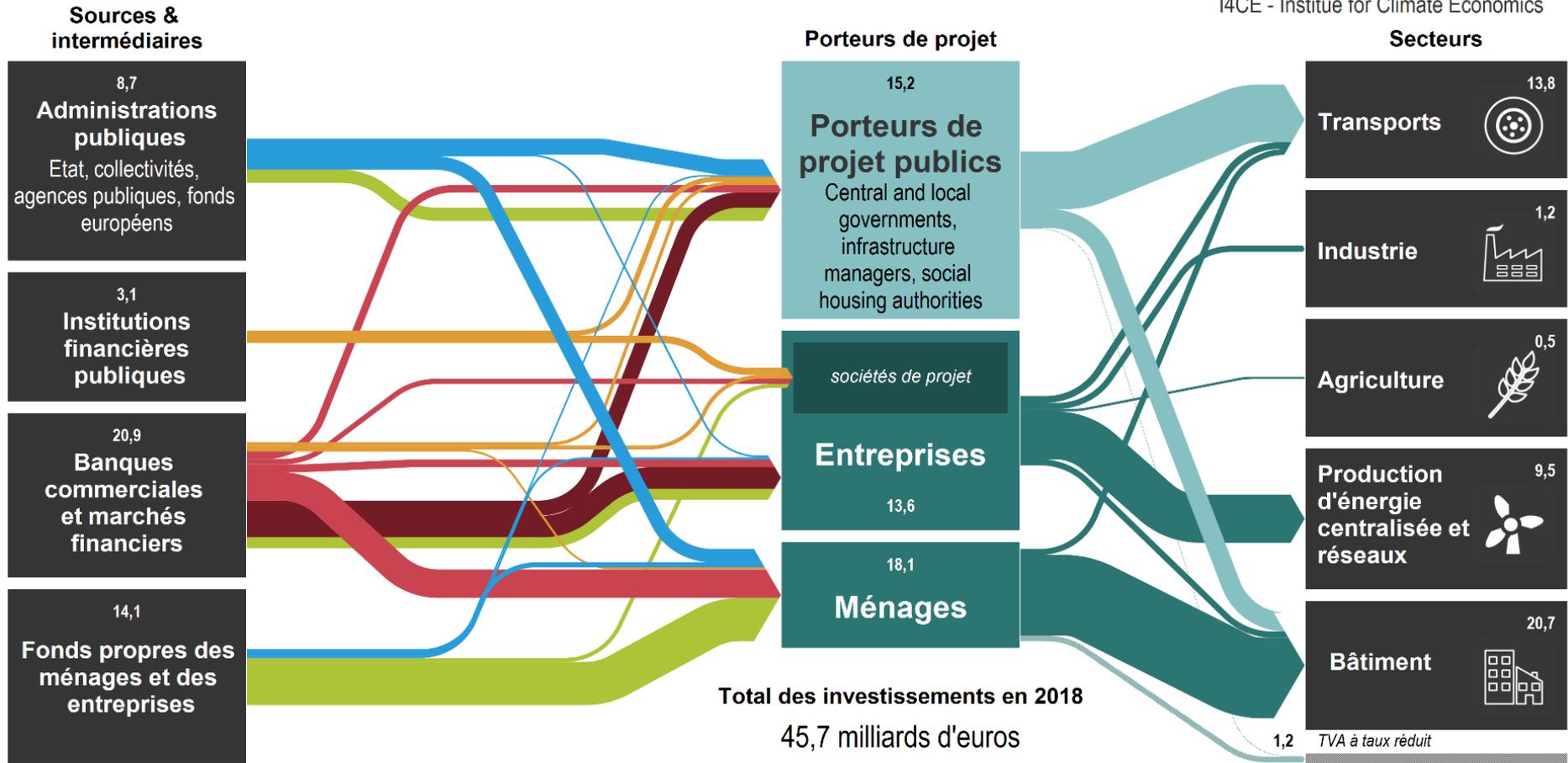
Besoins associés à la SNBC et la PPE

Investir entre 15 et 18 milliards d'euros supplémentaires chaque année d'ici 2023 pour s'engager vers la neutralité carbone (...)

Qui entreprend, et qui finance les investissements ?

Panorama des financements climat en 2018

En milliards d'euros courants
I4CE - Institute for Climate Economics



Instruments de financement



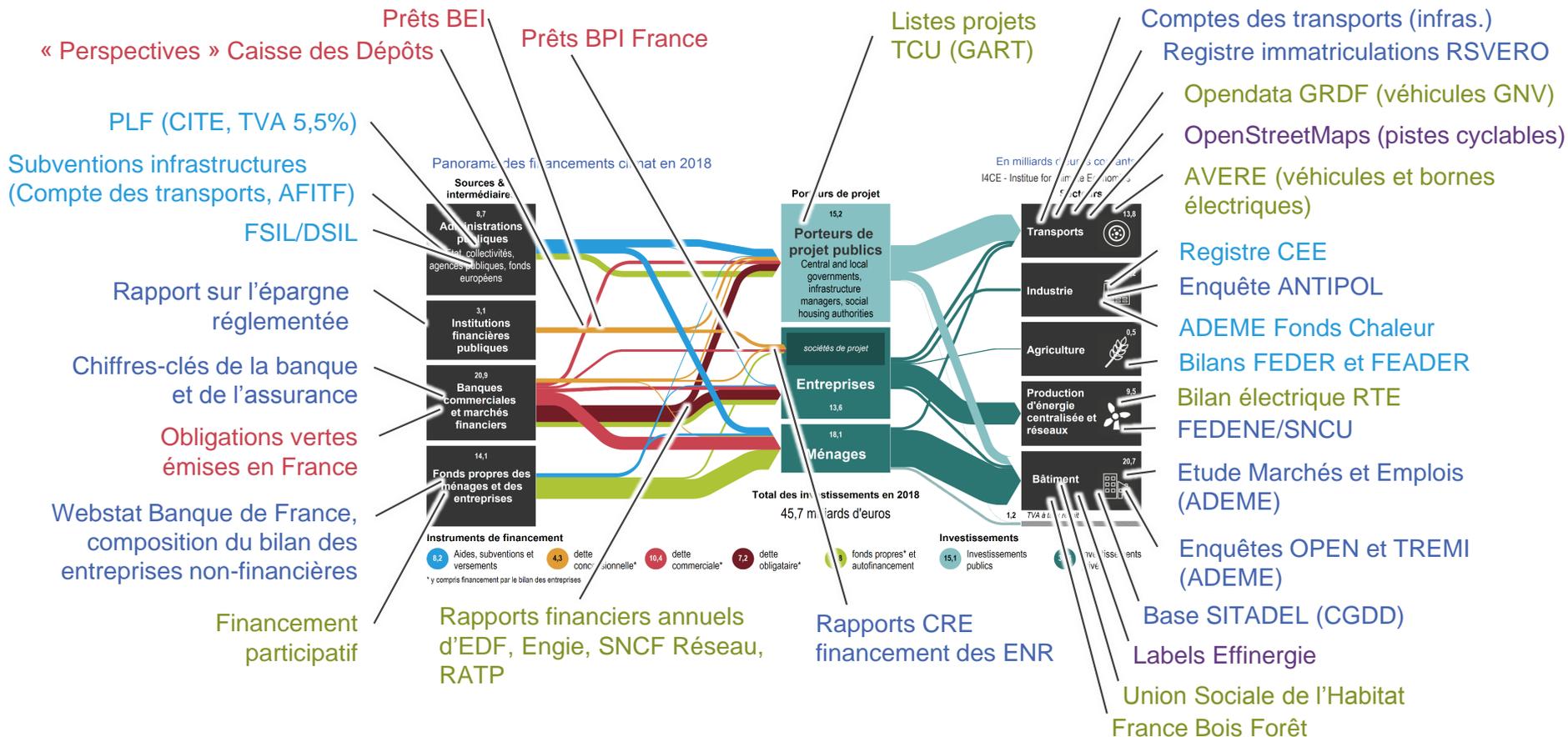
Investissements



* y compris financement par le bilan des entreprises

Nos principales sources de données

■ Statistique publique ■ PLF/Budgets publics ■ Institutions financières ■ Entreprises et fédérations ■ Autre



Détail des sources disponible dans [le rapport de l'édition 2017](#) (en anglais)

Sans définition des activités climatiques, l'étude nécessite des données désagrégées sur les financements

Les critères climat varient entre les 5 références de l'étude

(Rappel : il s'agit de SNBC, PPE, label Greenfin/TEEC, CBI, TEG)

- Désaccords sur la pertinence du recours à un levier en faveur de la transition, par ex: nucléaire, gaz décarboné
- Désaccords sur la mesure d'un même levier, par ex: toute amélioration énergétique d'un logement, ou seulement les rénovations vers le niveau BBC

Il faut pouvoir distinguer entre des activités que les entreprises et institutions financières ont tendance à grouper

Exemples de catégories insuffisamment désagrégées :

- « Part verte » d'un portefeuille d'actifs, sans précision de son contenu
- « Energies renouvelables », sans précision des filières
- « Efficacité énergétique », sans précision du secteur ou du bénéficiaire
- « Mobilité durable », sans précision des modes

Quelle correspondance établir entre financements et investissements ?

Le Panorama établit une correspondance « euro pour euro » entre investissement et financement

Pour un montant d'investissements donné*, nous considérons :

- Les subventions publiques (documents budgétaires) et les prêts aidés (programmes banques publiques) ;
- Les éventuels emprunts spécifiques aux projets, s'ils sont rapportés par les investisseurs (ex: obligation verte émise sur ces activités) ;
- Les composantes du bilan (agrégées par la Banque de France) : dette et fonds propres ou le mode de financement le plus courant du porteur de projet ;

D'autres approches rapportent plus de financements qu'il n'y a d'investissements

- Certains investisseurs rapportent tous les actifs détenus dans des entreprises dont une certaine part du CA a lieu dans les activités « vertes » ;

Que peut-on inférer des rapports sur les engagements et la composition du bilan des investisseurs ?

Les institutions financières communiquent sur des montants engagés, parfois déboursés en plusieurs années (parfois jamais)

Exemple :

- En 2017, la BEI annonce l'ouverture de lignes de crédit pour l'électricité renouvelable à hauteur d'1 milliard d'euros, BPI France cofinance 1,2 milliard d'euros de projets ENR ;
- La même année, les emprunts totaux des sociétés de projet ENR en France atteint 1,4 milliard d'euros ;
- Il faut donc répartir les engagements sur plusieurs années (mais combien?)

La composition du bilan des grandes entreprises évolue peu au fil du temps, même lorsqu'elles font d'importants investissements

- A défaut de meilleure source, le Panorama considère que les investissements sont financés, en proportion égale, par les capitaux de long terme du passif (dette et fonds propres)

Les données sur les investissements et leur financement sont éparées dans certains secteurs ... à notre connaissance

Bâtiments tertiaires

- Pas d'enquête sur les investissements en efficacité énergétique, les niveaux de performance visés, les financements sollicités ou obtenus ;

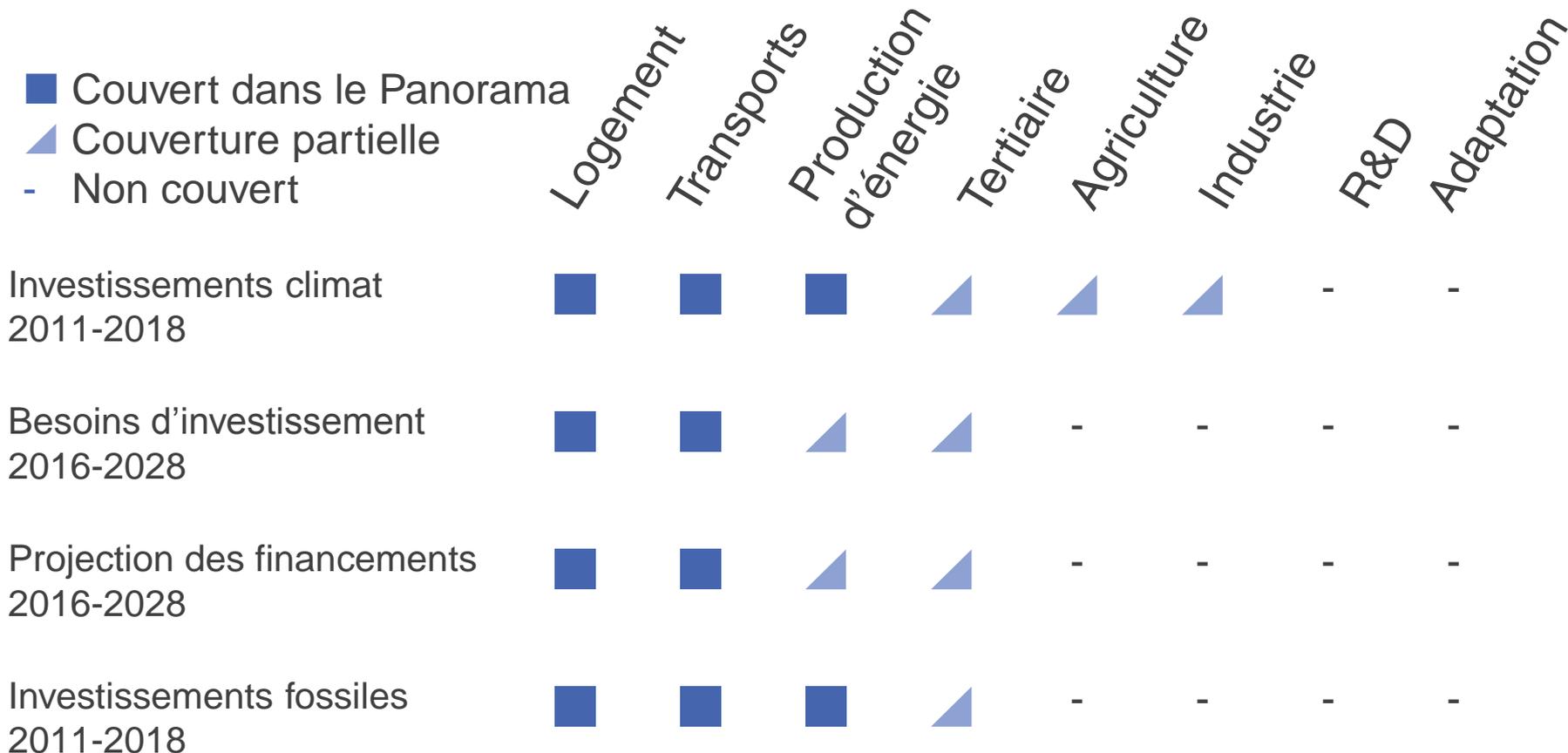
Agriculture

- Pas d'enquête exhaustive sur les pratiques en faveur du climat, peu de données sur le financement du matériel acheté en coopérative ;

Industrie

- Peu de détail sur la nature des investissements en faveur du climat rapportés par l'enquête ANTIPOLE, pour des montants faibles au regard du secteur (300 millions d'euros pour 70+ milliards d'investissements) ;

Une connaissance variable selon les secteurs

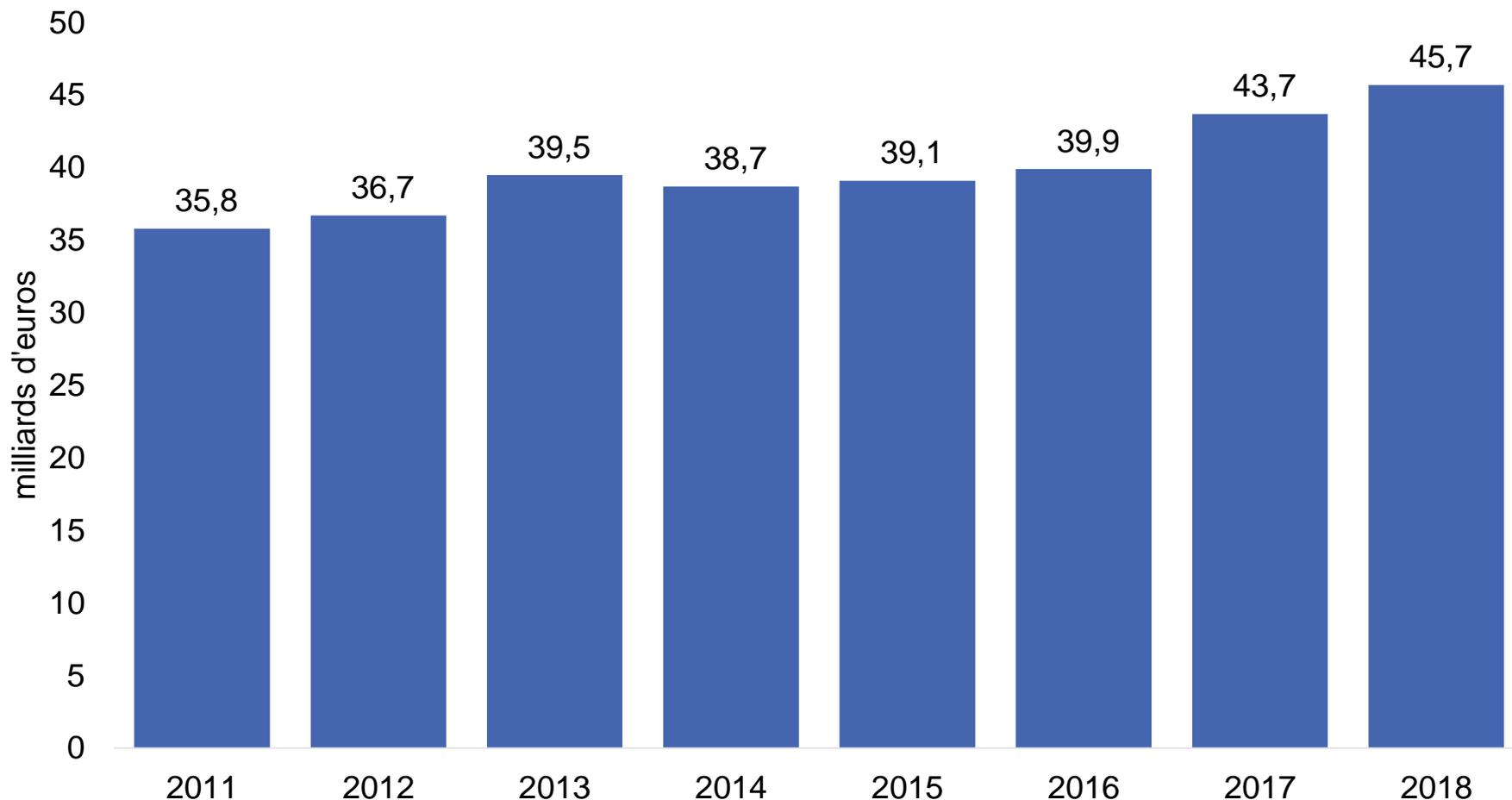




Annexes – aperçu des résultats

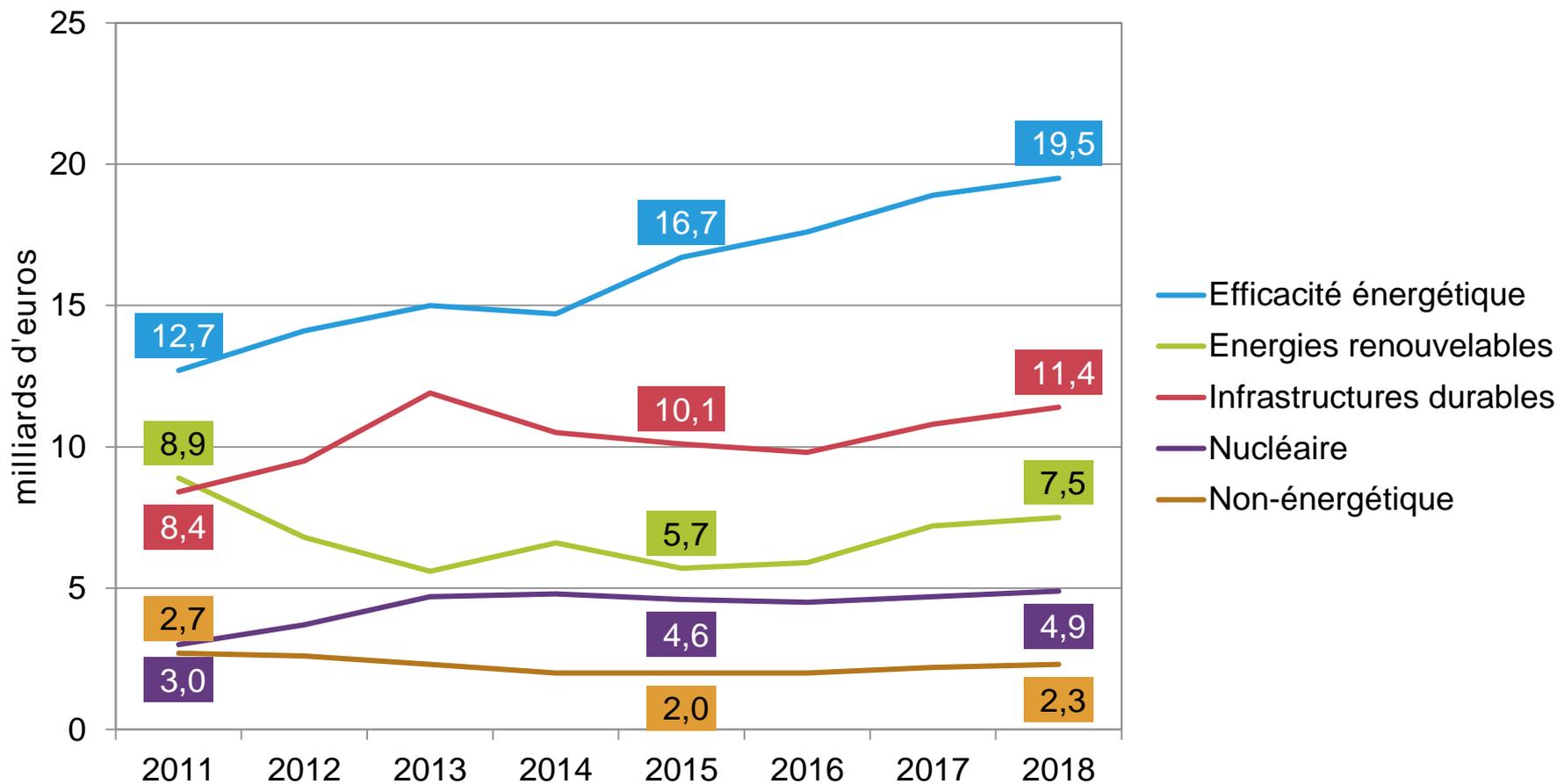
La croissance des investissements climat s'accélère en 2017 et 2018

INVESTISSEMENTS CLIMAT EN FRANCE



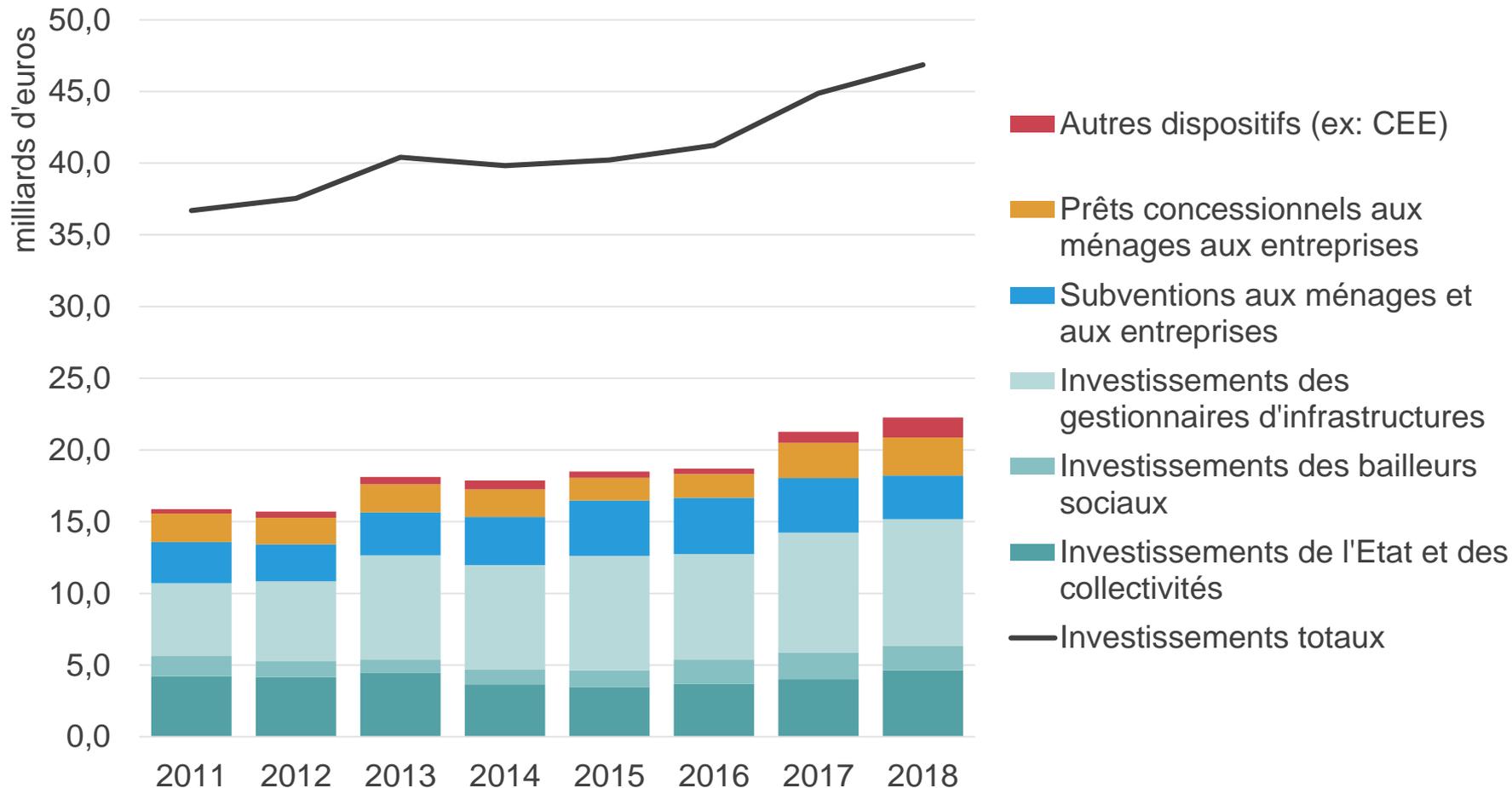
La majorité des investissements ont lieu dans l'efficacité énergétique et les infrastructures durables

INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DU CLIMAT EN FRANCE, PAR DOMAINE DE CONTRIBUTION À LA TRANSITION BAS-CARBONE



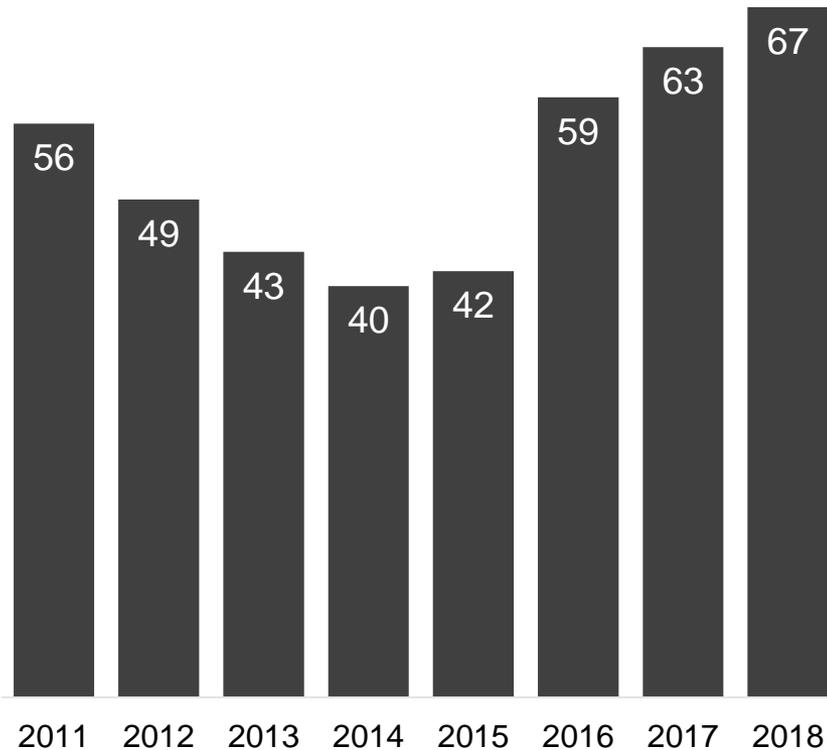
Les pouvoirs publics contribuent pour moitié au financement des investissements climat

INVESTISSEMENTS CLIMAT ET INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS

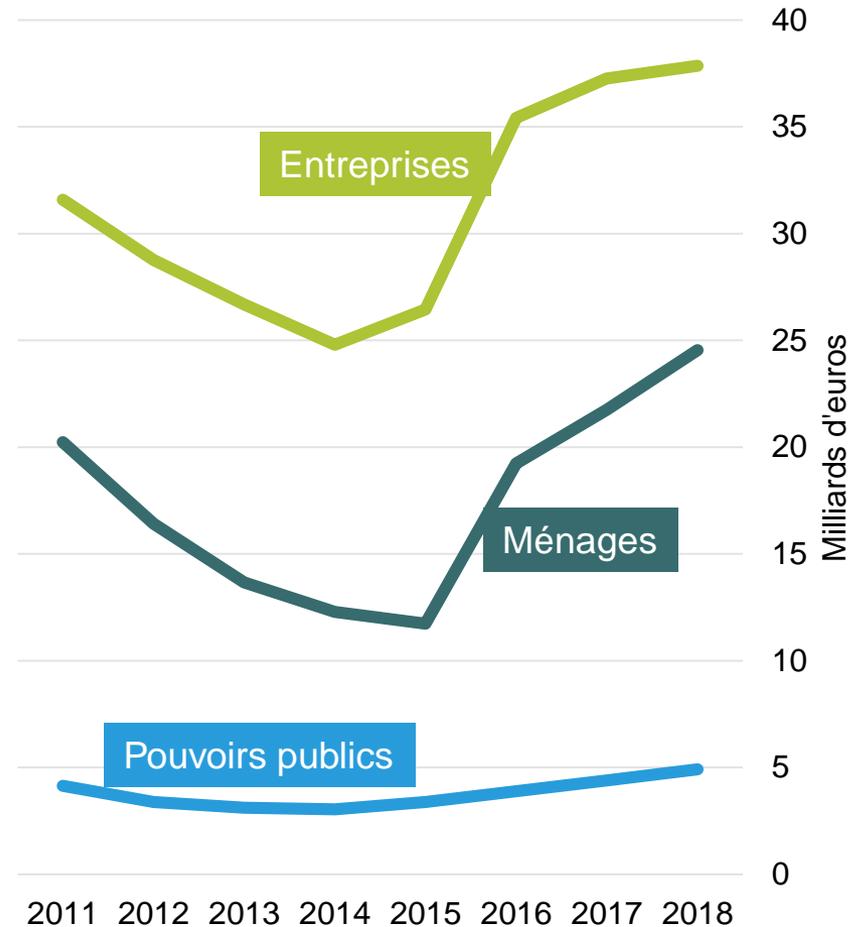


Les investissements fossiles progressent, propulsés par le marché des véhicules particuliers

INVESTISSEMENTS DÉFAVORABLES AU CLIMAT, EN MILLIARDS D'EUROS



RÉPARTITION PAR PORTEUR DE PROJETS

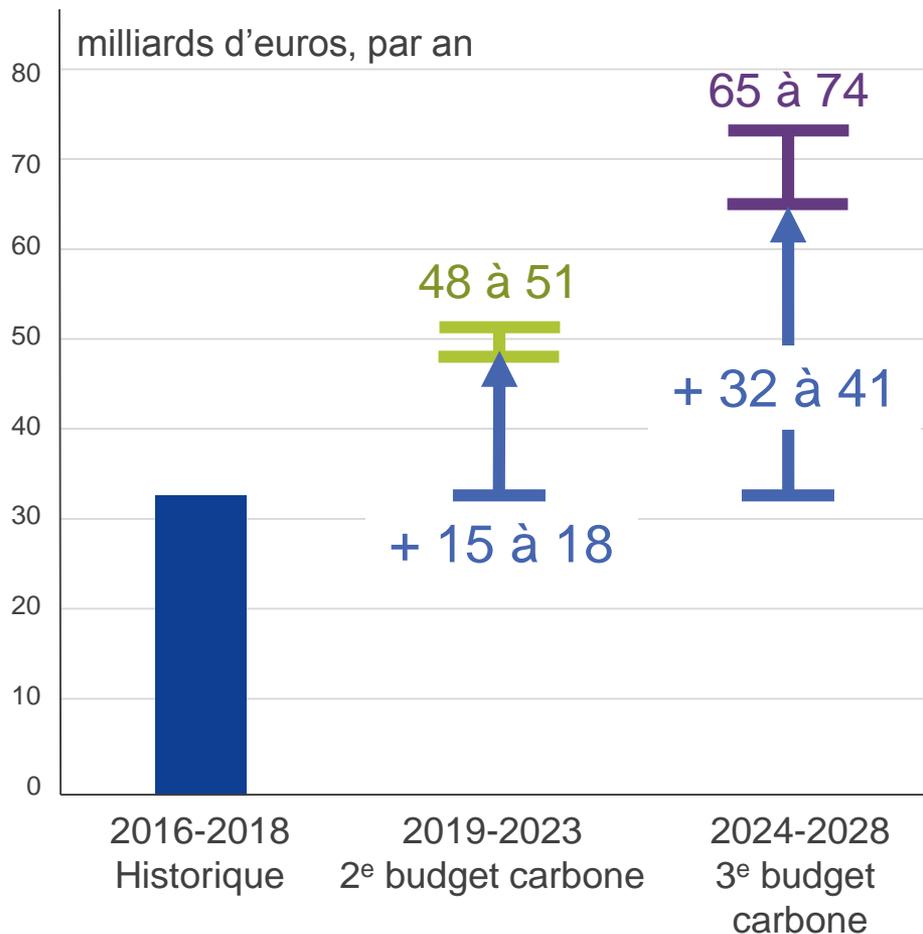




Besoins d'investissement 2016-2028-2050

Neutralité carbone : investir entre 15 et 18 milliards d'euros supplémentaires chaque année d'ici 2023

INVESTISSEMENTS CLIMAT : HISTORIQUE ET BESOINS, MOYENNES ANNUELLES



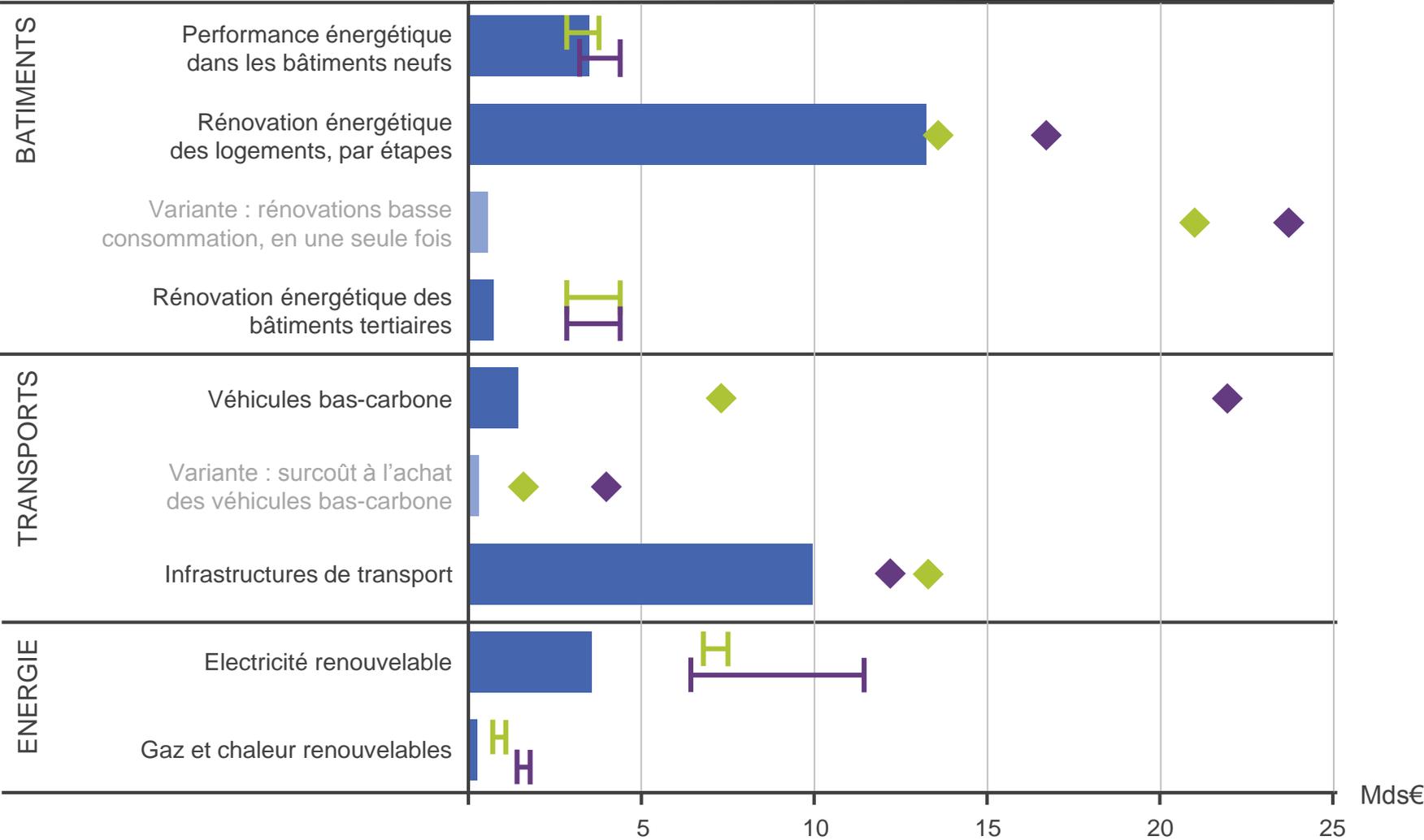
COUVERTURE SECTORIELLE DES BESOINS D'INVESTISSEMENT

(principaux secteurs, en milliards d'euros)

	2016-18	2019-23	2024-28
■ Logement ENR Transports (...)	33	48 à 51	65 à 74
▲ Agriculture Industrie Nucléaire (...)	13	n.e.	n.e.
- R&D Adaptation	n.e.	n.e.	n.e.

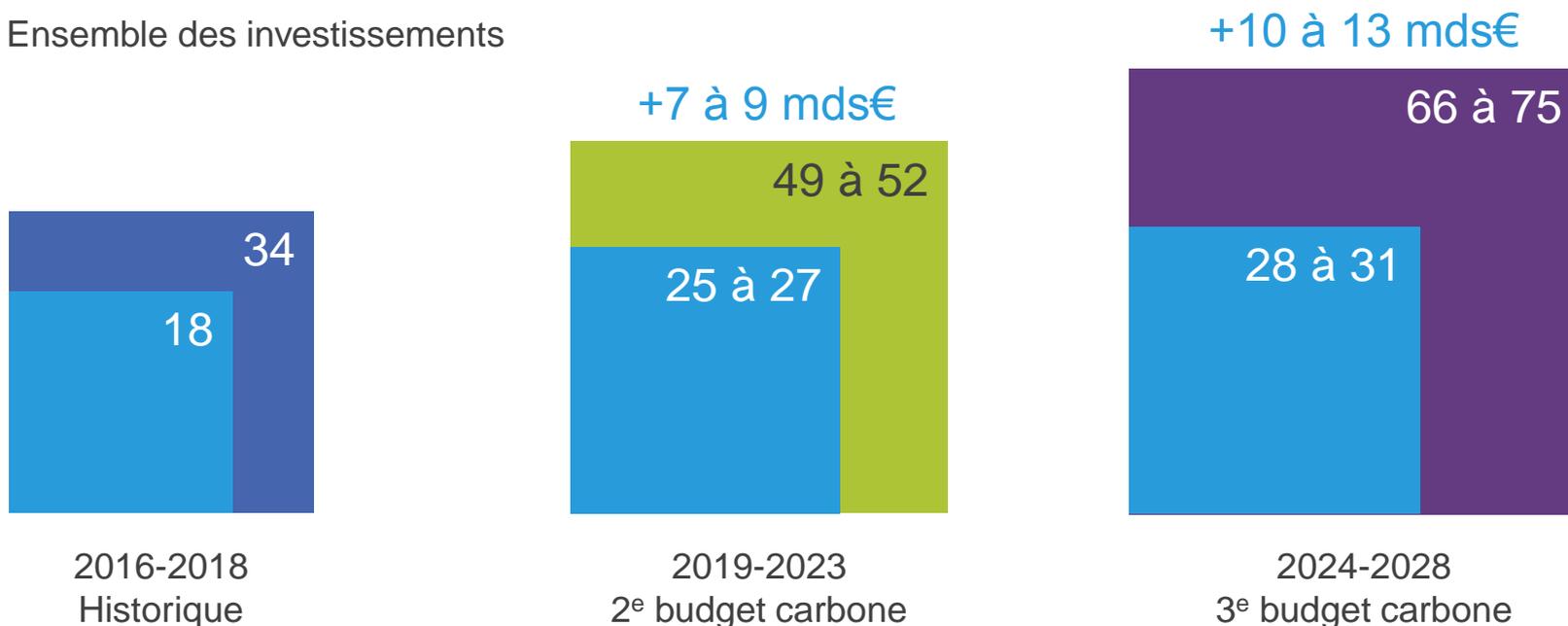
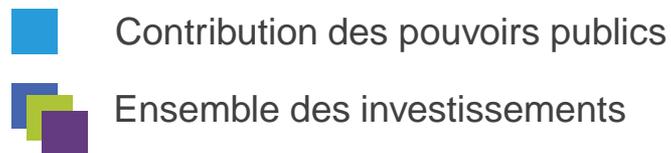
Des situations sectorielles contrastées

■ Historique 2015-2018 ■ Deuxième budget carbone, 2019-2023 ■ Troisième budget carbone, 2024-2028



La contribution annuelle des pouvoirs publics devra augmenter de 7 à 9 milliards d'euros d'ici 2023

CONTRIBUTION DES POUVOIRS PUBLICS AU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS CLIMAT

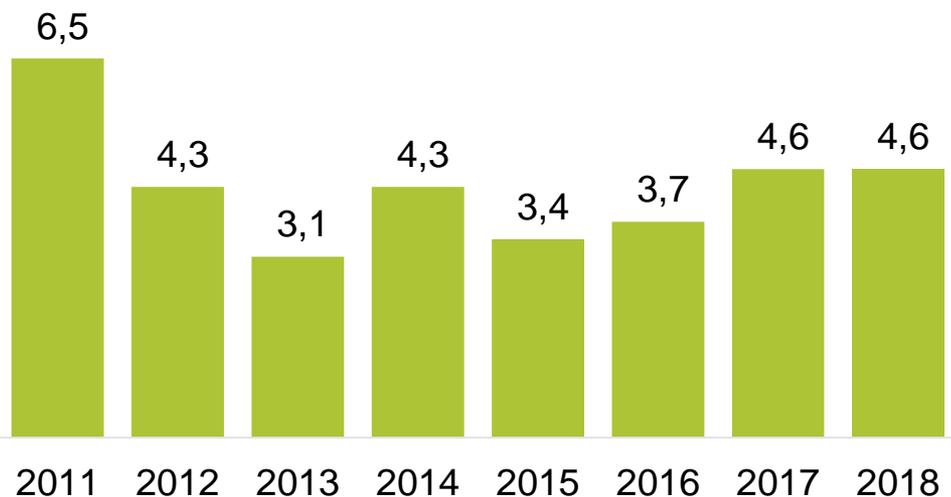


+ 4 milliards d'euros
secteurs ▲ non évalués

Principe de la projection des financements : chaque secteur atteint les objectifs d'investissements de la SNBC en conservant le mode de financement (public, privé) observé en 2016-2018.

Résultats sectoriels

Electricité renouvelable*



Investissements climat en 2018

4,6 milliards d'euros

Investissements annuels 2019-2023
(second budget carbone)

+ 3 à 4 milliards d'euros

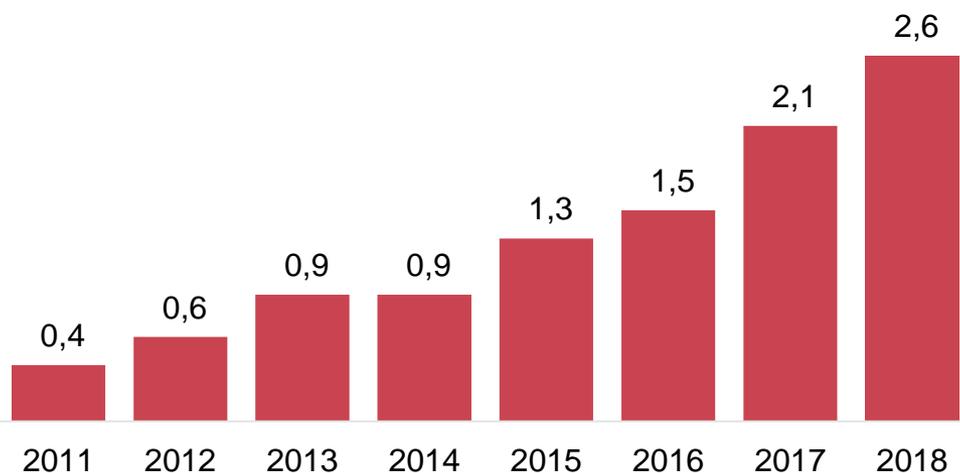
Financements conduits par les
pouvoirs publics en 2018**

2,2 milliards d'euros

A RETENIR

- Les investissements les installations de production d'électricité renouvelable, telles que les parcs solaires et éoliens, se stabilisent à **4,6 milliards d'euros** en 2018.
- La croissance des installations est portée par les progrès technologiques, la simplification réglementaire et la baisse des coûts d'installation et de production.
- La SNBC et la PPE recommandent de **doubler** les investissements au cours des 5 prochaines années, en particulier dans l'éolien en mer où plusieurs chantiers ont démarré en 2018.

Véhicules bas-carbone



Investissements climat en 2018

2,6 milliards d'euros

Investissements annuels 2019-2023
(second budget carbone)

+ 6 milliards d'euros

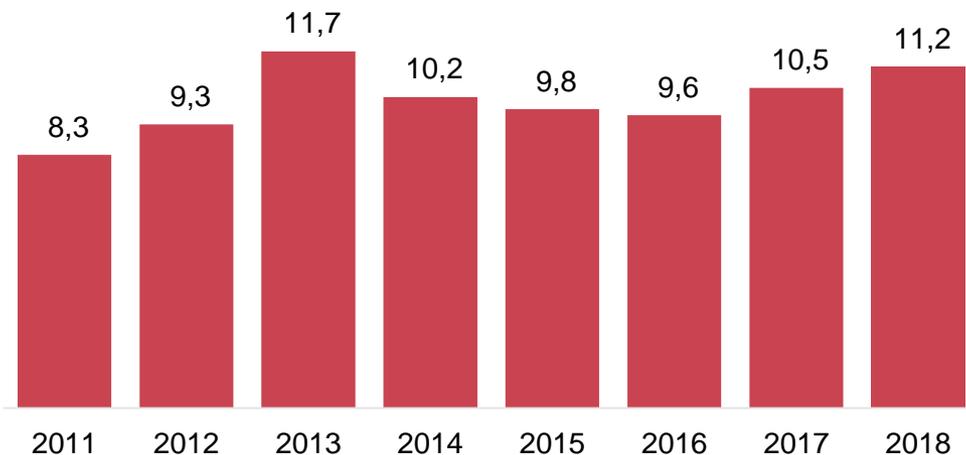
Financements conduits par les
pouvoirs publics en 2018

0,4 milliard d'euros

A RETENIR

- La croissance des investissements se poursuit et s'accélère. Ils ont été multipliés par 7 depuis 2011 sur le segment des véhicules électriques, hybrides et GNV.
- La baisse des coûts d'acquisition, le renchérissement des carburants fossiles, la réglementation sur la pollution atmosphérique dans les agglomérations et le déploiement de capacités de recharge ont contribué à leur popularité.
- Cependant, ces investissements restent modiques en comparaison avec le niveau des ventes de véhicules thermiques fossiles, dont les émissions moyennes ne baissent plus depuis 2015.

Infrastructures de transport



Investissements climat en 2018

11,2 milliards d'euros

Investissements annuels 2019-2023
(second budget carbone)

+ 3 milliards d'euros

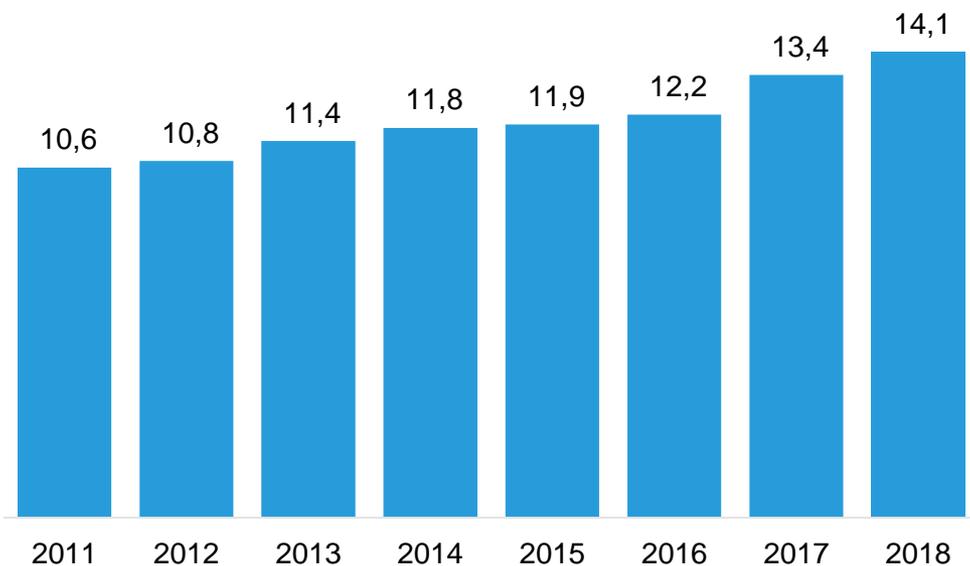
Financements conduits par les
pouvoirs publics en 2018

11 milliards d'euros

A RETENIR

- Les investissements en infrastructures de transport durables croissent depuis 2016 et dépassent de nouveau 10 milliards d'euros en 2018.
- Les pouvoirs publics sont à la manœuvre pour financer ces investissements de long terme.
- Le projet de loi sur les mobilités (LOM) donne la priorité à la modernisation des transports du quotidien, aux alternatives à la voiture individuelle sur tout le territoire et aux mobilités actives.

Rénovation des logements



Investissements climat en 2018

14,1 milliards d'euros

0,5 milliard d'euros (BBC)

Investissements annuels 2019-2023
(second budget carbone)

+ 0,3 milliard d'euros

+ 20 milliards d'euros (BBC)

Financements conduits par les
pouvoirs publics en 2018

4,7 milliards d'euros

A RETENIR

- Les investissements dans les travaux de rénovation énergétique des logements sont en hausse depuis 2011. Leur progression s'accélère en 2017 et 2018 pour atteindre 14,1 milliards d'euros.
- Deux trajectoires sont possibles pour atteindre la neutralité carbone : continuer à rénover les logements par étapes, ou concentrer les gestes de rénovation en une seule intervention pour atteindre un faible niveau de consommation (BBC) (voir page suivante).
- Les aides publiques à la rénovation, sous forme de subventions et de prêts aidés, représentent le tiers des montants investis.

Pour en savoir plus

Investissements climat
en 2018

45,7

milliards d'euros

Besoins d'investissement
supplémentaires
2019-2023

+15 à 18

milliards d'euros/an

Investissements fossiles
défavorables au climat

67

milliards d'euros

Pour en savoir plus : www.i4ce.org



Résumé des
résultats
de l'édition 2019

Edition '19

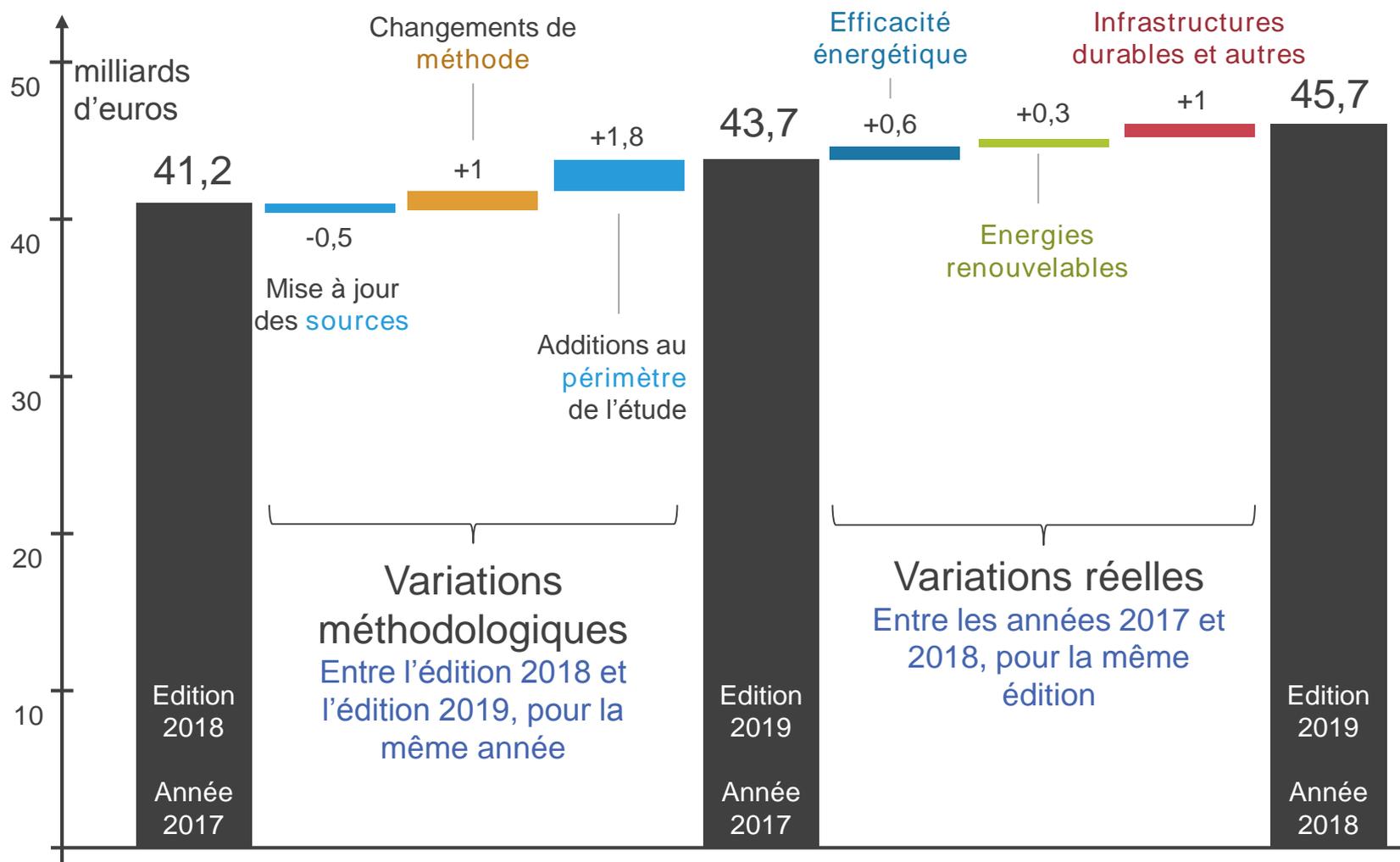


Rapport complet et
analyse sectorielle
des résultats de
l'édition 2017
(en anglais)

Edition '17

Annexes

Variation du total des investissements entre les éditions 2018 et 2019 du Panorama



Différences entre les projets « Panorama » et « évaluation climat du budget »

	Panorama des financements climat	Evaluation climat du budget
Acteurs	Entreprises, ménages, administrations publiques	L'Etat
Objet	Projets d'investissement et sources de financement	Recettes, dépenses et dépenses fiscales de l'Etat (lignes budgétaires)
Nature des Actions	Investissement et co-financement	Investissement, intervention et fonctionnement
Temporalité	2011-2018 (année de mise en service du projet)	2019 (PLF 2019)
Méthode	Des projets d'investissement vers les sources de financement	Des lignes budgétaires vers les secteurs et projets bénéficiaires